HAL
open science

L'Europe se fera-t-elle en Chine ?

Philippe Le Corre

To cite this version:

Philippe Le Corre. L'Europe se fera-t-elle en Chine ?. Perspectives chinoises, 1995, pp.17-21. 10.3406/perch.1995.1925 . hal-02682459

HAL Id: hal-02682459

https://hal.science/hal-02682459

Submitted on 1 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ResearchGate

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: https://www.researchgate.net/publication/272988971

L'Europe se fera-t-elle en Chine ?

Article · January 1995

DOI: 10.3406/perch.1995.1925

CITATION
1

READS
17

1 author:

Philippe Le Corre
Harvard University

13 PUBLICATIONS **37** CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:

Project Chinese investment in Europe View project

All content following this page was uploaded by Philippe Le Corre on 03 January 2017.

The user has requested enhancement of the downloaded file.

Perspectives chinoises

L'Europe se fera-t-elle en Chine ?

Philippe Lecorre

Citer ce document / Cite this document :

Lecorre Philippe. L'Europe se fera-t-elle en Chine ?. In: Perspectives chinoises, n°31, 1995. pp. 17-21;

doi : 10.3406/perch.1995.1925

http://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_1995_num_31_1_1925

Document généré le 12/06/2016

L'Europe se fera-t-elle en Chine ?

PAR PHILIPPE LE CORRE

Le 24 juillet 1995, Heinrich Von Pierer, le président du groupe Siemens, créait la surprise en annonçant un accord avec son concurrent français, GEC Alsthom, pour commercialiser un train à grande vitesse "européen" en Asie. Etait évoquée notamment une possible liaison Pékin-Shanghai. Séquelle de l'affaire du train à grande vitesse de Corée du Sud, au cours de laquelle les Français avaient dû céder aux exigances de Séoul afin d'emporter la mise in extremis face aux Allemands ? Déclaration de bonnes intentions qui ne sera jamais suivie d'effets ? Malgré les réserves de GEC Alsthom, qui tranche avec l'enthousiasme allemand - "Il ne s'agit pas encore d'un Airbus ferroviaire" - cette déclaration de principe marque en tout cas un véritable précédent dans la manière dont les industriels européens tentent d'approcher les marchés asiatiques, et chinois en particulier, dans un contexte de plus en plus concurrentiel face aux Etats-Unis et au Japon. C'est pourquoi, avant d'explorer les voies "bilatérales" entre l'Europe et Pékin, il convient de rappeler quelques données historiques sur les rapports qu'entretiennent les pays européens pris individuellement avec l'Empire du Milieu.

Européens en Chine : relations en dents de scie

C'est sous la dynastie des Han (206 av. JC - 220 ap. JC) qu'auraient eu

Persée creative commons

A la santé des affaires !

lieu, via la route de la soie, les premiers contacts entre marchands chinois et "barbares" européens, venus en l'occurence de Rome. S'ensuivirent les missions jésuites, les expéditions des Portugais (qui reçurent la permission de s'installer à Macao dès 1557), puis l'ouverture de ports chinois - comme Canton, dès 1760 - au commerce avec les étrangers. A partir du XIXème siècle, les relations deviennent fort inégales : les Européens se présentent en conquérants, et la Chine subit sa plus grande humiliation lors de la guerre de l'Opium, qui se termine par la mise en place d'une colonie britannique à Hong Kong. Ajoutons l'aide des Britanniques à l'Empereur mandchou pour mater la révolte des Taiping (1864), la mise en place des concessions dans quinze ports chinois, l'annexion des Nouveaux Territoires de Hong Kong, etc... Tous ces événements, grossièrement résumés, restent gravés dans la mémoire chinoise. Mais il n'y a pas que de "mauvais souvenirs" sino-européens : ainsi, les Chinois se souviennent que le républicain Sun Yat-sen, ménacé lors d'un séjour à Londres par les services secrets mandchous, avait reçu l'aide d'amis britanniques, au début du siècle (il vécut aussi à Hong Kong déjà colonie britannique); que Zhou Enlai et Deng Xiaoping avaient fait leurs classes de communisme à Paris dans les années vingt; qu'une partie de la jeunesse européenne "révolutionnaire" s'enthousiasma pour les idées maoïstes dans les années soixante... Sans parler des références à la Commune ou à la Révolution Française sur la place Tian'anmen, lors du printemps étudiant de mai 1989. Quant aux enfants de hauts dirigeants chinois actuels, ils n'ont jamais négligé l'Europe, et nombreux sont passés par les universités britanniques (comme le fils de Qiao Shi, qui vit toujours en Grande-Bretagne avec sa famille).

Bref, si l'histoire récente des rapports Europe-Chine est semée d'embûches, elle n'est pas sans richesse. Alors que sur le plan diplomatique, l'arrivée des communistes au pouvoir en 1949 fit de la Chine un paria, les deux premiers pays occidentaux à établir des liens avec Pékin furent la Grande-Bretagne (qui ouvrit son ambassade dès 1950) et la France, qui rétablit des relations diplomatiques avec la République populaire dès 1964. Washington attendra 1979 pour le faire (1).

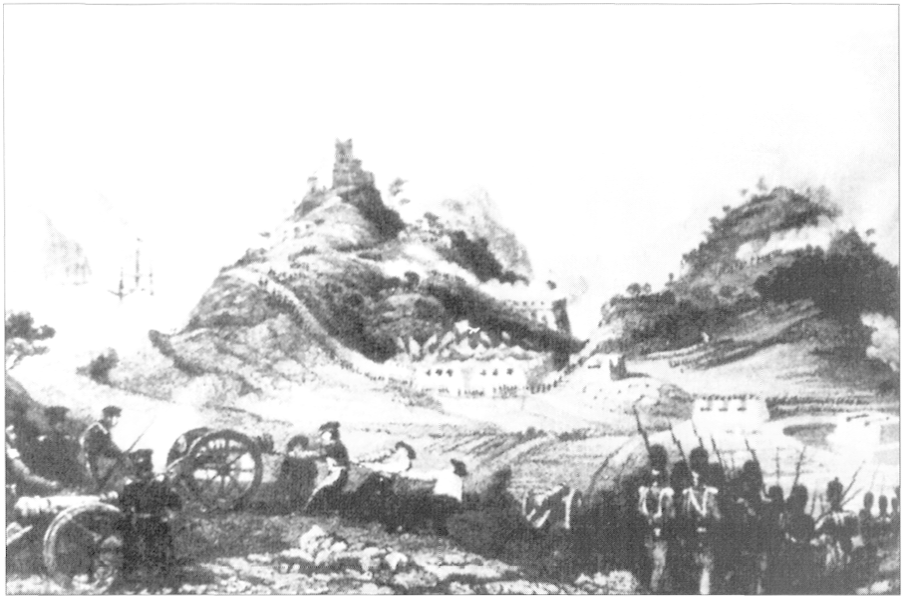
Les avatars de l'ouverture chinoise

L'ouverture économique mise en place par Pékin à la suite du Troisième Plénum du XIème Congrès (décembre 1978) est le grand tournant des rapports entre Pékin et l'Occident. Des rapports essentiellement économiques : la Chine a besoin d'investisseurs étrangers, et les multinationales rêvent déjà au "grand marché chinois". Plus encore que sous le règne de Mao, la direction chinoise pratique déjà l'un de ses passe-temps favoris vis à vis des gouvernements occidentaux : céder le minimum de contrats contre un maximum de crédits. Pendant longtemps, les gouvernements européens - à commencer par la France - vont donc pratiquer cette politique de "crédits protocolaires", à la grande joie des industriels. Avec un "protocole" de 2,5 milliards de francs à la Chine jusqu'en 1992, Paris pensait s'assurer des relations durables avec Pékin. Cette politique semble désormais abandonnée pour des raisons budgétaires.

Le plus souvent, ce sont les autorités chinoises qui fixent les règles du jeu. D'abord, elles donnent toujours l'apparence de réaliser un choix entre plusieurs groupes industriels (appartenant souvent à des pays différents pour des raisons financières); ensuite, la politique prime toujours sur les affaires : Pékin "punit" les gouvernements qui sont allés trop loin dans leurs relations avec l'ennemi de toujours, Taipei, en acceptant par exemple de lui vendre des armements sophistiqués : les Pays-Bas, en 1984, puis la France, en 1992, en feront l'amère expérience pour avoir vendu sous-marins et avions de combat à l'île nationaliste. Curieusement, les Etats-Unis, parce qu'ils enregistrent un excédent commercial de quelque 30 milliards de dollars avec la Chine et offrent de nombreux avantages économiques et politiques, ne sont pas sanctionnés, même lorsqu'ils reçoivent le président Lee Teng-hui comme en juin dernier (2). Mais les Etats-Unis sont une "super-puissance", argument de poids ! Les responsables chinois le laissent suffisamment entendre à leurs interlocuteurs européens (3). Comme le dit un diplomate français, "les Chinois ne reconnaissent comme interlocuteur global que les Etats-Unis, et la France ne peut jouer au mieux qu'un rôle de "contre-poids". Combien de représentants de société européennes en Chine n'ont-ils pas eu l'impression d'être traités avec légèreté voire condescendance parce que des consignes politiques avaient été données à l'égard de tel pays ? Les rapports entre la Chine et les Européens sont souvent fondés sur l'humiliation des uns par l'autre.

Rappelons, bien sûr, la visite de John Major à Pékin en septembre 1991 pour "régler" prétendument la question du nouvel aéroport de Hong Kong, laquelle ne le sera finalement qu'en juillet 1995... On croit voir la revanche chinoise, 150 ans après la guerre de l'Opium ! Rappelons aussi la descente aux enfers des Français de 1992 à 1994, à la suite de la vente de soixante Mirage 2000-5 à Taiwan : exclusion des contrats principaux du métro de Canton, annulations diplomatiques de visites, refroidissement des relations diplomatiques, jusqu'à la visite d'Edouard Balladur en avril 1994. De nombreux représentants d'entreprises s'en souviennent encore.

Pékin s'y entend donc à merveille pour distribuer bonnes et mauvaises notes aux pays qui se pressent aux portes de "l'économie de marché



Les Européens en Chine : de mauvais souvenirs

socialiste" et les Européens se prêtent à ce jeu : la France, parce qu'elle possède une industrie de défense en sursis et que le marché taiwanais ne peut la laisser insensible (nonobstant les choix politiques vis-à-vis des deux Chine), Dassault doit sans doute sa survie aux... Mirage taiwanais de 1992; le Royaume-Uni, parce que l'image qu'il laissera à Hong Kong en partant, le 1er juillet 1997, conditionnera pour beaucoup sa présence économique dans la région. Londres sait qu'il a l'obligation de garder le contact avec Pékin. Seule l'Allemagne a toujours tiré son épingle du jeu, recevant même opportunément le premier ministre Li Peng à plusieurs reprises alors que ses principaux partenaires européens lui refusaient une invitation ...

Sur le plan industriel, les groupes allemands ont eux aussi bénéficié d'un atout par rapport à leurs concurrents en raison du "pragmatisme" (à moins qu'il ne s'agisse d'opportunisme) de leurs dirigeants. Comme lors de la visite d'Helmut Kohl en Chine, en novembre 1993, le voyage de Jiang Zemin en Allemagne en juillet dernier a donné lieu à des contrats importants: 1,7 milliard de dollars (sans parler des lettres d'intention, dont le sérieux est souvent discutable). Mercedes-Benz en est le premier bénéficiaire (1 milliard de dollars): la célèbre firme construira des camionnettes et des moteurs à travers différentes joint ventures à Hainan et au Guangdong. Il s'agit en l'occurrence d'une conséquence de la crise sino-américaine peu après la visite du chef de l'Etat taiwanais aux Etats-Unis. Sans doute faut-il ajouter que l'Allemagne met en général en veilleuse ses conceptions sur les Droits de l'homme afin de ne pas vexer les responsables chinois (4).

Les mandarins de Pékin savent d'ailleurs tirer parti de ce genre de situation. Ainsi Jiang Zemin a-t-il récemment rencontré Bill Clinton à New York, condition indispensable à la reprise de relations sino-américaines "normales". En septembre 1994, Jiang Zemin eut également droit aux honneurs de l'Elysée (avec une très légère allusion aux Droits de l'homme) afin de "passer l'éponge" sur les ventes d'armes françaises à Taiwan et de reprendre des relations "normales" aux yeux de la Chine. En France, cette politique est loin de faire l'unanimité, y compris au sein du ministère des Affaires étrangères : en juillet 1994, un mystérieux auteur-haut fonctionnaire - apparement sinologue si l'on en juge par son pseudonyme de "Zhoukoudian" (allusion au lieu où ont été découverts les restes de "l'Homme de Pékin") - écrivait dans *Le Monde* que "la France avait sacrifié ses principes et négligé ses intérêts". Il allait jusqu'à comparer le voyage d'Edouard Balladur à Pékin à celui de Chamberlain dans l'Allemagne hitlérienne d'avant-guerre...

De leur côté, les Américains, qui jouissent d'un atout évident à Pékin, peuvent jouer un double jeu en fonction de leurs différents responsables dépêchés sur place : Warren Christopher, le secrétaire d'Etat, parle diplomatie et Droits de l'homme (rarement avec succès il est vrai); Ron Brown, le secrétaire au commerce, parle affaires et coopération économique (mais refuse de s'exprimer sur les questions politiques). Lors de sa visite de septembre 1994, 6 milliards de dollars de contrats et lettres d'intention avaient été annoncés (5). Edouard Balladur, lui, s'était pris les pieds dans le tapis chinois, offrant un cocktail de promotion des entreprises françaises et de déclarations sur les Droits de l'homme, le tout sous l'oeil des caméras de télévision occidentales... Un désastre médiatique et diplomatique.

Une approche européenne commune ?

Lutte fratricide entre industriels européens, négligence des questions de Droits de l'homme (pour permettre d'hypothétiques contrats), "perte de face" de nos gouvernements, alors que Pékin préfère à l'évidence se comparer à Washington qu'à Paris ou à Rome... en fin de compte, aborder la Chine en rangs dispersés est-il vraiment adéquat pour les Européens ? On peut en douter.

Reste, peut-être, une solution. Depuis quelques années, alors que la concurrence fait rage entre Américains, Européens et Japonais, sur nombre de marchés-clés, certains diplomates européens ont pris parti en faveur d'une intensification de l'approche européenne vis-à-vis de la Chine, en particulier sur le plan

économique. Du côté de la Commission européenne, à Bruxelles, des équipes se sont mises au travail depuis deux ans sous l'impulsion de Sir Leon Brittan, responsable des relations avec la Chine, Hong Kong, Taiwan, la Corée et le Japon entre autres. Un document intitulé "Une politique de long terme pour les relations Chine-Europe" a été publié le 5 juillet dernier, en prolongement d'un communiqué de 1994 énonçant la "nouvelle stratégie asiatique" de l'Europe (6). Cette politique inclut un dialogue politique bilatéral, des discussions sur le désarmement, et toutes formes de coopérations économique, scientifique et technologique. Pour être plus présente en Asie, l'Europe dispose de bureaux de représentation comme celui qui s'est ouvert à Hong Kong en 1993, et bien sûr la délégation à Pékin dirigés depuis 1994 par Endymion Wilkinson. "Les Européens ont des intérêts communs en Chine, à nous de le faire savoir", affirme-t-il. Sur le plan des échanges commerciaux, la Chine est le quatrième partenaire mondial de l'Union Européenne. Mais les différences de traitement sont de taille par rapport aux Etats-Unis dans des secteurs comme l'aéronautique : Boeing reste par exemple largement numéro un en Chine, avec 70% du marché contre 20% à Airbus, malgré la nouvelle agressivité dont fait preuve le consortium européen. Dans sa globalité, l'Union Européenne (à douze membres) totalisait, début 1994, un investissement de 6,9 milliards de dollars et 2.741 projets. Le trio de tête étant le suivant : Royaume-Uni (616 projets, 3,01 milliards d'investissements), l'Allemagne (569 projets, 1.45 milliard) et la France (547 projets, 920 millions). Si l'on ajoute les trois nouveaux membres de l'Union (Autriche, Finlande et Suède), on atteint 3.070 projets et 7,3 milliards de dollars d'investissements. A douze ou à quinze, l'Europe est encore très loin derrière les Etats-Unis (12.019 projets pour 14,6 milliards d'investissements) et le Japon (7.182 projets pour 8,9 milliards)...

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN CHINE (DEPUIS LE 31 DÉCEMBRE 1993)

Pays	Nbr. de projets	Promesses d'investissements (en millions d'US$)	Investissements réalisés (en millions d'US$)
Royaume-Uni	616	3,018	578
Allemagne	509	1,458	527
France	547	920	602
Italie	467	552	397
Pays-Bas	191	406	176
Espagne	168	289	24
Belgique	100	137	67
Danemark	51	102	63
Irlande	8	49	5
Luxembourg	13	16	2.3
Portugal	9	5	0.3
Grèce	2	0.5	
Union Européenne (12)	2.741	6.952,5	2.442
Autriche	174	187	35
Suède	133	150	42
Finlande	22	30	30
Union Européenne (15)	3.070	7.319,5	5.549
Etats-Unis	12.019	14.659	5.237
Japon	7.182	8.935	5.203

Source: Commission Européenne

Autant dire que les antagonismes entre Européens ont indiscutablement nui au développement de la présence de l'entité Europe en Chine. Côté industriel, certains groupes comme Alcatel ont pourtant depuis longtemps su profiter de leurs filiales européennes (France, Pays-Bas, Espagne, Belgique ...) pour bénéficier des meilleurs prêts gouvernementaux et contourner les éventuelles "sanctions" chinoises. Côté diplomatique, la délégation européenne en Chine est directement chargée d'étudier une approche plus rationnelle dans des domaines aussi variés que l'environnement, la protection sociale, la démographie, la lutte contre la faim, la coopération anti-criminalité, etc... En outre, une coopération se développe dans les domaines scientifique et technique. L'Asie dispose à Bruxelles d'un budget de 380 millions d'écus (environ 1,8 milliard de francs) dont 30 millions destinés à "l'image de l'Europe". Par rapport aux Etats-Unis, qui accueillent 60.000 étudiants chinois, les pays de l'Union Européenne n'en reçoivent que 10% : "Il faut redoubler d'efforts dans les échanges de formation" explique le document de la Commission. Pour ce faire, une partie du budget asiatique a d'ores et déjà été attribuée à une toute nouvelle école de commerce à Shanghai, la China Europe International Business School, qui propose depuis cette année des MBA avec le soutien des entreprises européennes en Chine, ainsi qu'au Centre Biotechnologique Chine-Europe, à Pékin. Ce dernier a pour objectif de développer des contacts entre scientifiques chinois et européens.

Contrairement à ce qu'on pouvait imaginer, la Chine n'est pas défavorable à des rapports plus étroits avec l'Union Européenne. Marché de 370 millions d'habitants, l'Europe est un

interlocuteur de poids pour Pékin (contrairement aux pays pris individuellement). A tel point que le responsable des affaires européennes au ministère du commerce extérieur, Tong Jiemin, écrivait il y a quelques mois que "les Européens" devaient investir davantage en Chine, face aux Américains, Japonais et "compatriotes" de Hong Kong ou de Taiwan (7). De même, des réunions bilatérales se tiennent régulièrement soit à Pékin soit à Bruxelles à travers un "comité mixte Communauté Européenne-Chine". Lors de la dernière réunion, les 6 et 9 octobre à Bruxelles, les deux délégations, emmenées par Wu Yi et Sir Leon Brittan, commissaire chargé des relations avec la Chine, ont admis qu'il fallait "faire franchir une nouvelle étape de développement aux relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Union Européenne". Mais le risque de voir Pékin diviser pour mieux régner existe toujours. Ainsi, le gouvernement chinois a-t-il cherché ces dernières années à promouvoir des "zones de développement spéciales" avec différents pays à la manière du mini-Singapour qui se construit actuellement près de Suzhou, ou de la zone industrielle japonaise de Dalian. Les Finlandais auraient été approchés pour un projet de ce genre à Shenzhen, alors que des propositions similaires ont été faites aux Allemands (à Shanghai, où sont installées des usines Citroën et Renault).

Les années 80 ont été marquées par un intérêt grandissant des puissances occidentales pour le marché chinois. Les visites de chefs d'Etat ou de gouvernement européens à Pékin et Shanghai - de Helmut Kohl à John Major, en passant par le président autrichien Thomas Klestil - se succèdent. On parle même d'une visite de Jacques Chirac pour 1997. Au lieu d'aborder la Chine en ordre dispersé, les Européens seraient bien inspirés d'adopter une approche commune sur le plan économique. Ce serait tout bénéfice pour les entreprises européennes, à l'image de l'accord SiemensGEC-Alsthom pour le train à grande vitesse. Dans le domaine des télécommunications, on sait que Pékin veut réduire le nombre de ses partenaires étrangers actuellement trop nombreux (Alcatel, Eriksson, NEC, Siemens, Motorola, Northern Telecom...) : certains groupes européens ne devraient-ils pas regrouper certaines structures ? Dans le secteur du nucléaire, les Français EDF et Framatome disposent d'une avance confortable après la signature des contrats Daya Bay et Ling Ao, mais admettent qu'il n'en sera plus de même à partir de la troisième centrale. Le nucléaire lui-même ne suscite pas l'adhésion générale en Chine. Ne peut-on envisager une aproche commune européenne en matière d'énergie sur le marché chinois ?

Sur le plan politique, on pourrait imaginer des missions en Chine conduites par le président en exercice du Conseil des Ministres de l'Union Européenne (dans le cas présent, le président du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez). On pourrait envisager une structure de réflexion commune entre gouvernements afin de mieux appréhender le marché chinois. Et pourquoi pas une rationalisation de la démarche européenne en matière de Droits de l'homme, à l'instar du boycott politique imposé à la Chine en 1989 suite au massacre de Tian'anmen ? L'ambassadeur de l'Union Européenne à Pékin est un coordinateur utile des quinze pays membres, jusque là soucieux de leurs prérogatives en matière de politique extérieure. De même l'Union Européenne semble avoir opté pour un soutien à l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce le plus tôt possible.

Dans le reste de l'Asie, les Européens sont également en retard. Un signe encourageant : le premier sommet des chefs d'Etat asiatiques et européens se tiendra à Bangkok en mars 1996, marquant le souci de part et d'autre de rééquilibrer des liens trop faibles par rapport aux relations qu'Européens et Asiatiques entretiennent séparément avec les Etats-Unis. Le sommet de Bangkok a pour vocation de faire contrepied à celui de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation Forum) qui se tient désormais chaque année en novembre en présence des chefs d'Etats des dix-sept membres. Economiquement, les liens entre l'Union Européenne et l'Asie sont loin d'être négligeables : 25% des importations de l'Union Européenne proviennent de l'Asie; et en 1993, l'Asie a représenté 20% des exportations européennes contre 7% en 1980. Sir Leon Brittan, l'un des piliers du rapprochement eur-asiatique, déclarait récemment vouloir "encourager une prise de conscience des Européens à propos de l'Asie" parce que "c'est une partie du monde dans laquelle nous devons être davantage présents afin de dynamiser les exportations et créer des emplois en Europe" (8). Propos encourageants qui méritent d'être suivis d'effets par les gouvernements et par les instances bruxelloises. ■

1. *China and Europe in the Twentieth Century*, Institute of International Relations,Taipei, 1996.
2. Voyage "officieux" de Lee Teng-hui à l'université Cornell en juin 1995.
3.De même que le Japon est toujours considéré par Pékin comme un "cas à part", en raison de ses "dettes de guerre".
4. "Towards a New Asia Strategy", Commission des Communautés Européennes, Bruxelles,13 juillet 1994; "A Long Term Policy for China-Europe Relations", Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, 5 juillet 1995.
5. Reste à savoir si les promesses chinoises seront suivies d'effets, ce qui semble inquiéter le même Ron Brown, de retour de Pékin les 17 et 18 octobre derniers.
6. *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong, 27 juillet 1995.
7. *International Business Magazine*, Pékin, décembre 1993.
8. *International Herald Tribune*, Paris, 9 octobre 1995.